

A.C.R. - A.D.C.

Cabinet PIERQUIN

EXPERTISE - COMPTABLE

COMMISSARIAT AUX COMPTES

S.A.S. au Capital de 294.400 Euros

Siège Social Bureau
28, boulevard Lucien Pierquin
WARCQ

08000 Charleville-Mézières
Tél. 03 24 59 70 50

Bureau
122, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

E-mail :

cabinet.pierquin@cabinet-pierquin.com

Site internet :

www.cabinet-pierquin.com

ESPACE SOCIAL & CULTUREL VICTOR HUGO

En abrégé ESCVH

Association loi de 1901

Siège Social
42 Rue Gouverneur
08440 VIVIER AU COURT

SIRET 388.746.943.00017
CODE APE 8899B

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR

J.B.P.
LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE 2024

(Du 1^{er} Janvier 2024 au 31 Décembre 2024)

membre du réseau
ABSOLUCE

Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la Région Grand Est
Société de Commissariat aux Comptes - Membre de la Compagnie Régionale de l'Est
Siège social : SIRET 351.532.528.00061 - Bureau : SIRET 351.532.528.00079
APE 6920Z - RCS Sedan - TVA intracommunautaire FR 16.351.532.528

Souscripteur des assurances professionnelles dans les conditions prévues par l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 et du décret n° 2012-432 du 30 mars 2012 relatif à l'exercice de l'activité d'expert-comptable ainsi que de l'article R.822-70 du code de commerce relatif à l'exercice de l'activité de commissaire aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR

LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée Générale de l'association « ESPACE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR HUGO », , , ,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « ESPACE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR HUGO » relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

../.....

Incertitude significative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation décrite dans la note faits caractéristiques de l'exercice de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment en ce qui concerne l'évaluation des produits liés aux subventions de fonctionnement et prestations de services provenant de la caisse d'allocations familiale des Ardennes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention

comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette
- appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.
- S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Warcq,
Le 25 Juin 2025.

Le Commissaire aux Comptes,
Jean-Bernard PIERQUIN :

J B P

BILAN

| Actif | Du 01/01/2024 au 31/12/2024 | | | 31.12.2023 |
|--|-----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| | Brut | Amort | Net | Total |
| IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | 8 754.24 | 8 754.24 | | |
| FRAIS D'ETABLISSEMENT | | | | |
| FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT | | | | |
| DONATIONS TEMPORAIRES D'USUFRUIT | | | | |
| CONCES. BREVETS LICENCES LOGICIELS DROITS & VAL SIMILAIRES | 8 754.24 | 8 754.24 | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| AVANCES ET ACOMPTES (INCORPORELLES) | | | | |
| IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 153 742.76 | 126 311.35 | 27 431.41 | 40 665.37 |
| TERRAINS | | | | |
| CONSTRUCTIONS | | | | |
| INSTALLATION TECHNIQUE, MAT ET OUTILLAGE INDUS. | 153 742.76 | 126 311.35 | 27 431.41 | 40 665.37 |
| IMMOBILISATIONS EN COURS | | | | |
| AVANCES ET ACOMPTES | | | | |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES | | | | |
| AUTRES TITRES IMMOBILISES | | | | |
| PRETS | | | | |
| AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | |
| TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1) | 162 497.00 | 135 065.59 | 27 431.41 | 40 665.37 |
| STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| MATIERES PREMIERES, APPROVISIONNEMENTS | | | | |
| EN-COURS DE PRODUCTION DE BIENS | | | | |
| EN-COURS DE PRODUCTION DE SERVICES | | | | |
| PRODUITS INTERMEDIAIRES ET FINIS | | | | |
| MARCHANDISES | | | | |
| CREANCES D'EXPLOITATION | 129 870.38 | | 129 870.38 | 146 335.02 |
| CREANCES CLIENTS, USAGERS ET COMPTES RATTACHES | 621.62 | | 621.62 | 3 561.85 |
| CREANCES RECUES PAR LEGS ET DONATIONS | | | | |
| AUTRES CREANCES | 129 248.76 | | 129 248.76 | 142 773.17 |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | 1 060.00 | | 1 060.00 | 1 060.00 |
| INSTRUMENTS DE TRESORERIE | | | | |
| DISPONIBILITES | 191 323.02 | | 191 323.02 | 234 970.62 |
| CHARGES CONSTATEES D'AVANCE | | | | |
| TOTAL ACTIF CIRCULANT (2) | 322 253.40 | | 322 253.40 | 382 365.64 |
| FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS (3) | | | | |
| PRIMES DE REMBOURSEMENTS DES OBLIGATIONS / EMPRUNTS (4) | | | | |
| ECART DE CONVERSION ACTIF (5) | | | | |
| TOTAL GENERAL | 484 750.40 | 135 065.59 | 349 684.81 | 423 031.01 |

**COMPTES ANNEXES
AU RAPPORT**
Cabinet PIERQUIN
Commissaire aux Comptes

BILAN

| Passif | 31/12/2024 | 31.12.2023 |
|---|-------------------|-------------------|
| | Montant | Total |
| FONDS PROPRES | | |
| FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE | | |
| FONDS PROPRES STATUTAIRES | | |
| FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES | 172 849.74 | 172 849.74 |
| FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE | | |
| FONDS PROPRES STATUTAIRES | | |
| FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES | | |
| ECART DE REEVALUATION | | |
| RESERVES | | |
| RESERVES STATUTAIRES OU CONTRACTUELLES | | |
| RESERVES POUR PROJET DE L'ENTITE | 59 968.37 | 59 968.37 |
| AUTRES RESERVES | | |
| REPORT A NOUVEAU | 94 066.62 | 130 146.57 |
| EXEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE | -60 465.39 | -36 079.95 |
| SITUATION NETTE (1) | 266 419.34 | 326 884.73 |
| AUTRES FONDS | | |
| SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT | 14 064.21 | 26 004.21 |
| PROVISIONS REGLEMENTEES | | |
| TOTAL AUTRES FONDS (2) | 14 064.21 | 26 004.21 |
| TOTAL FONDS PROPRES (1 + 2) | 280 483.55 | 352 888.94 |
| FONDS REPORTEES LIES AUX LEGS ET DONATIONS | | |
| FONDS DEDIES | | 9 000.00 |
| TOTAL FONDS REPORTEES ET DEDIES (3) | | 9 000.00 |
| PROVISIONS POUR RISQUES | | |
| PROVISIONS POUR CHARGES | | |
| TOTAL PROVISIONS (4) | | |
| DETTES | | |
| DETTES FINANCIERES | | |
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES ET ASSIMILES (TITRES ASSOCIATIFS) | | |
| EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDIT | | |
| EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS | | |
| DETTES D'EXPLOITATION | | |
| DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES | 9 181.99 | 4 463.13 |
| DETTES DES LEGS OU DONATION | | |
| DETTES FISCALES ET SOCIALES | 53 217.65 | 45 072.59 |
| DETTES DIVERSES | | |
| DETTES SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES | | |
| AUTRES DETTES | 4 763.60 | 2 332.90 |
| PRODUITS CONSTATES D'AVANCE | 2 038.02 | 9 273.45 |
| TOTAL DETTES (5) | 69 201.26 | 61 142.07 |
| ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6) | | |
| TOTAL GENERAL | 349 684.81 | 423 031.01 |

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Toutes les écritures

| | Du 01/01/2024 au 31/12/2024 | | 31.12.2023 |
|--|-----------------------------|-------------------|-------------------|
| | Montant | Total | Total |
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | | |
| COTISATIONS | 1 664.00 | | 2 237.00 |
| VENTES DE BIENS | | | |
| DONT VENTES DE DONS EN NATURE | | | |
| VENTES DE PRESTATIONS DE SERVICE | 288 930.17 | | 238 045.92 |
| DONT PARRAINAGES | | | |
| VENTES DE BIENS ET SERVICES | | 288 930.17 | 238 045.92 |
| CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS D'EXPLOITATION | 384 143.94 | | 364 911.53 |
| VERSEMT. DES FONDATEURS OU CONSOMMAT. DOTATION CONSOMPT. | | | |
| RESSOURCES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC | 147.00 | | |
| DONS MANUELS | 147.00 | | |
| MECENATS | | | |
| LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE | | | |
| CONTRIBUTIONS FINANCIERES | | | |
| PRODUITS DE TIERS FINANCEURS | | 384 290.94 | 364 911.53 |
| REPRISES / AMORT., DEPRECIAT. PROV. ET TRANSFERT CHGS | 251.53 | | 3 294.24 |
| UTILISATIONS DES FONDS DEDIES | 9 000.00 | | 2 000.00 |
| AUTRES PRODUITS | 4 153.16 | | 4 665.90 |
| TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1) | | 688 289.80 | 615 154.59 |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | | |
| ACHATS DE MARCHANDISES | | | |
| VARIATION DE STOCK | | | |
| AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES | 158 322.96 | | 154 890.83 |
| AIDES FINANCIERES | | | |
| IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES | 19 212.94 | | 13 818.67 |
| SALAIRES ET TRAITEMENTS | 417 745.71 | | 372 257.08 |
| CHARGES SOCIALES | 127 975.07 | | 91 693.17 |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DEPRECIATIONS | 13 763.93 | | 15 538.39 |
| DOTATIONS AUX PROVISIONS | | | |
| REPORTS EN FONDS DEDIES | | | |
| AUTRES CHARGES | 95.10 | | |
| TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (2) | | 737 115.71 | 648 198.14 |
| RESULTAT D'EXPLOITATION (1-2) | | -48 825.91 | -33 043.55 |

COMPTE DE RESULTAT

| | Du 01/01/2024 au 31/12/2024 | | 31.12.2023 |
|---|-----------------------------|-------------------|------------------|
| | Montant | Total | Total |
| PRODUITS FINANCIERS | | | |
| DE PARTICIPATION | | | |
| D'AUTRES VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE | | | |
| AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES | 2 297.06 | | 2 355.89 |
| REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGE | | | |
| DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE | | | |
| PRODUITS NETS SUR CESSIONS VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | |
| TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3) | | 2 297.06 | 2 355.89 |
| CHARGES FINANCIERES | | | |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS | | | |
| INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES | | | |
| DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE | | | |
| CHARGES NETTES SUR CESSIONS DE VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | |
| TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (4) | | | |
| RESULTAT FINANCIER (3-4) | | 2 297.06 | 2 355.89 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 3.07 | | 1 908.87 |
| SUR OPERATIONS EN CAPITAL | 11 940.00 | | 11 940.00 |
| REPRISES SUR PROVISIONS, DEPRECIATIONS ET TRANSFERT DE CHARGES | | | |
| TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (5) | | 11 943.07 | 13 848.87 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | | | |
| SUR OPERATIONS DE GESTION | 25 879.61 | | 19 241.16 |
| SUR OPERATION EN CAPITAL | | | |
| DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, AUX DEPRECIATIONS ET AUX PROVISIONS | | | |
| TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (6) | | 25 879.61 | 19 241.16 |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL (5-6) | | -13 936.54 | -5 392.29 |

COMPTE DE RESULTAT

| | Du 01/01/2024 au 31/12/2024 | | 31.12.2023 |
|---|-----------------------------|------------|------------|
| | Montant | Total | Total |
| PARTICIPATION DES SALARIES AUX RESULTATS (7) | | | |
| IMPOTS SUR LES BENEFICES (8) | | | |
| TOTAL DES PRODUITS (1+3+5) | | 702 529.93 | 631 359.35 |
| TOTAL DES CHARGES (2+4+6+7+8) | | 762 995.32 | 667 439.30 |
| SOLDE CREDITEUR = BENEFICE | | | |
| SOLDE DEBITEUR = PERTE | | 60 465.39 | 36 079.95 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| DONS EN NATURE | | | |
| PRESTATION EN NATURE | 115 171.63 | | 126 288.05 |
| BENEVOLAT | | | |
| TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | 115 171.63 | 126 288.05 |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | | |
| SECOURS EN NATURE | | | |
| MISES A DISPOSITION GRATUITE DE BIENS | 115 171.63 | | 126 288.05 |
| PRESTATION EN NATURE | | | |
| PERSONNEL BENEVOLE | | | |
| TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE | | 115 171.63 | 126 288.05 |

COMPTE DE RESULTAT

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES PAR NATURE

| Répartition par nature de charges | | Répartition par nature de ressources | |
|--|-------------------|---|-------------------|
| TOTAL (871) | 0.00 | 871 Prestations en nature | |
| 861 Mises à disposition gratuite de biens | | 871100 MAD GRATUITE LOCAUX | 63 631.40 |
| 861100 MAD GRATUITE LOCAUX | 63 631.40 | 871200 MAD GRATUITE PERSONNEL | 51 540.23 |
| 861200 MAD GRATUITE PERSONNEL | 51 540.23 | TOTAL (861) | 115 171.63 |
| Total charges contributions volontaires | 115 171.63 | Total produits contributions volontaires | 115 171.63 |

ANNEXE AU BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

Exercice clos le 31/12/2024

De l'association Espace Social et Culturel Victor Hugo sis 42, rue René Gouverneur 08440 Vivier au Court.

L'association a pour objet de définir et gérer un projet social qui s'articule autour de 4 grands axes d'intervention en direction de la petite enfance, l'enfance, la jeunesse, et les Adultes et les familles. Son champ d'action s'applique à la commune de Vivier au Court et ses communes avoisinantes.

L'association bénéficie de la mise à disposition de locaux et de personnel mis à disposition par la Commune de Vivier au Court.

Les comptes annuels avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 349 684,81 € et le compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 60 465,39 € ont été établis et présentés conformément aux dispositions du nouveau règlement ANC N°2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, applicable à compter des exercices ouverts au 1er janvier 2020.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis par La Présidente de l'Association.

I- REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les principes d'établissement des comptes annuels ont été appliqués conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle,
- comparabilité et continuité de l'exploitation,
- régularité et sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Options prises dans le cadre de l'application des règles comptables :

L'association ne dépassant pas, à la clôture de l'exercice, deux des trois seuils au moins, fixés à l'article L.123-16 du Code de commerce, a fait le choix d'appliquer les mesures de simplification qui consistent essentiellement dans le maintien de l'amortissement selon la durée d'usage pour les immobilisations non décomposables.

En outre, l'association n'a pas identifié d'immobilisations décomposables.

L'association n'a pas formulé d'option sur les points suivants au titre desquels elle n'était pas concernée :

L'association n'a pas formulé d'option sur les points suivants au titre desquels elle n'était pas concernée :

- Les frais de constitution, de transformation, et de premier établissement
- Les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur les immobilisations incorporelles et corporelles
- Les droits de mutation, honoraires, commissions ou frais d'actes sur les titres de participation et titres de placements immobilisés,
- Les coûts d'emprunt liés à l'acquisition d'actif
- Les composants de 2^{ème} catégorie et les provisions pour grosses révisions.

Incertitude sur la continuité d'exploitation :

Au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024, l'Espace Social et Culturel Victor Hugo présente un déficit de 60 465,39 €, venant s'ajouter à celui de l'exercice précédent (36 079,95 €). Cette situation pèse significativement sur les fonds propres de l'association, qui s'élèvent à 266 419,34 € au 31 décembre 2024, contre 352 888,94 € un an plus tôt.

La situation de trésorerie demeure tendue, avec une capacité de financement limitée face aux échéances à venir. Le budget prévisionnel 2025, bien qu'établi avec prudence, fait apparaître un déficit prévisionnel d'environ 25 000 €, traduisant un déséquilibre persistant entre les charges de fonctionnement et les ressources attendues.

En l'absence de mesures correctrices suffisantes (réduction des charges, mobilisation de financements complémentaires, soutien des partenaires institutionnels), ces éléments sont de nature à remettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son activité dans des conditions normales.

En conséquence, les comptes ont été établis selon le principe de continuité d'exploitation. Toutefois, cette hypothèse repose sur la mise en œuvre effective, à court terme, de solutions de redressement ou de soutien financier permettant de rétablir l'équilibre budgétaire et de sécuriser la trésorerie.

Engagements et indemnités de fin de carrière

L'association a souscrit un contrat d'assurance spécifique aux indemnités de fin de carrière et autres engagements légaux ou conventionnels à devoir au personnel.

En ce qu'elles caractérisent un dessaisissement par l'association, les sommes versées au titre de ce contrat constituent des charges d'exploitation.

Les indemnités de fin de carrière et autres engagements légaux ou conventionnels à devoir au personnel ne donnent lieu à aucune comptabilisation dans les comptes de l'association.

Une évaluation suivant une méthode tenant compte des salaires projetés en fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles a été effectuée en date du 31/12/2024 représentant un engagement total d'un montant de 21 142 € ; cet engagement est couvert par le contrat d'assurances pour un montant de 10.289 € soit à hauteur d'environ 50%.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2024 a été marqué par l'entrée en vigueur de l'avenant n°10-22 de la convention collective ALISFA, instaurant une nouvelle grille salariale. Cette réforme a entraîné une hausse des rémunérations et des charges sociales. L'augmentation du poste personnel s'explique à la fois par cette revalorisation et par une activité légèrement plus soutenue. Elle constitue un facteur structurant de l'évolution des charges de fonctionnement sur l'exercice.

Autres informations

A la suite de l'obtention de l'agrément « ESUS » par la Préfecture des Ardennes, l'association doit remplir les conditions requises au titre de cet agrément, à savoir :

- Poursuivre une utilité sociale à titre d'objectif principal (soit en direction des publics vulnérables, soit en faveur du maintien ou de la recreation de solidarités territoriales), cet objectif devant figurer dans les statuts de l'entreprise ;
- Prouver que la recherche d'utilité sociale a un impact soit sur le compte de résultat, soit sur la rentabilité de l'entreprise ;
- Avoir une politique de rémunération respectant 2 conditions : la moyenne des sommes versées, y compris les primes, aux 5 salariés ou dirigeants les mieux payés ne doit pas excéder un plafond annuel fixé à 7 fois le smic et la rémunération versée au salarié le mieux payé ne doit pas excéder un plafond annuel fixé à 10 fois le SMIC ;
- Les titres de capital de l'entreprise ne doivent pas être négociés sur un marché financier.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

II- COMPLEMENT D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF

2.1- VARIATION DE L'ACTIF IMMOBILISE

Tableau des variations des immobilisations

| ACTIF IMMOBILISE | Début d'exercice | Acquisitions | Diminutions | Fin d'exercice |
|---|---------------------|---------------|-------------|-------------------|
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| - Logiciels | 8 754,24 | - | - | 8 754,24 |
| Total | 8 754,24 | - | - | 8 754,24 |
| <u>Constructions</u> | | | | |
| <u>Autres immobilisations</u> | | | | |
| - Matériel et outillage | 45 663,91 | - | - | 45 663,91 |
| - Agencements installations | 13 041,56 | - | - | 13 041,56 |
| - Matériel de transport | 50 629,17 | - | - | 50 629,17 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 43 878,15 | 529,97 | - | 44 408,12 |
| Total | 153 212,79 | 529,97 | - | 153 742,76 |
| <u>Immobilisations financières</u> | | | | |
| - | | | | |
| Total | | | | |
| | 161 967,03 | 529,97 | - | 162 497,00 |

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires)

2.2- AMORTISSEMENTS

Les amortissements sont calculés sans considération de la valeur résiduelle suivant le mode linéaire.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes, en l'absence de décomposition :

- immobilisations incorporelles 1 à 3 ans
- matériels et outillages 2 à 10 ans
- agencements et installations 3 à 10 ans
- matériel de transport 4 à 5 ans
- matériel de bureau et informatique 2 à 10 ans
- mobilier 4 à 10 ans

Tableau des variations des amortissements

| AMORTISSEMENTS | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|--|-------------------|------------------|----------|-------------------|
| <u>Immobilisations incorporelles</u> | | | | |
| - Logiciels | 8 754,24 | - | - | 8 754,24 |
| Total | 8 754,24 | - | - | 8 754,24 |
| <u>Constructions</u> | | | | |
| <u>Autres immobilisations</u> | | | | |
| - Matériel et outillage | 22 652,60 | 8 423,84 | - | 22 652,60 |
| - Agencements installations | 5 073,55 | 2 143,20 | - | 5 073,55 |
| - Matériel de transport | 50 629,17 | - | - | 50 629,17 |
| - Matériel de bureau et informatique, mobilier | 34 192,10 | 3 196,89 | - | 34 192,10 |
| Total | 112 547,42 | 13 763,93 | - | 126 311,35 |
| TOTAL GENERAL | 121 301,66 | 13 763,93 | - | 135 065,59 |

2.3- REEVALUATION

Aucune réévaluation de l'actif immobilisé n'a été pratiqué au cours de l'exercice.

2.4- FRAIS D'ETABLISSEMENT

Il n'y a pas de frais d'établissement.

2.5- FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Il n'y a pas de frais de recherche et de développement.

2.6- PRODUITS A RECEVOIR

Détail des produits à recevoir :

| | |
|--------------------------------|--------------|
| - Subventions d'investissement | 0 € |
| - Subventions d'exploitation | 129 248,76 € |

2.7- DIFFERENCE SUR LES ELEMENTS FONGIBLES DE L'ACTIF CIRCULANT

La plus-value latente sur les valeurs mobilière de placement est non significative.

2.8- CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Aucune charge constatée d'avance n'a été comptabilisée sur l'exercice.

2.9- CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES

Aucune charge à répartir sur plusieurs exercices n'a été comptabilisée sur l'exercice.

III- COMPLEMENT D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE BILAN PASSIF

3.1- VARIATION DES FONDS PROPRES

| VARIATION DES FONDS PROPRES | A l'ouverture | Affectation du résultat | Augmentation | Diminution ou consommation | A la clôture |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------------|--------------|----------------------------|-------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 172 849,74 | | | | 172 849,74 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves | 59 968,37 | | | | 59 968,37 |
| Report à nouveau | 130 146,57 | 36 079,95 | | | 94 066,62 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | -36 079,95 | -36 079,95 | | -60 465,39 | -60 465,39 |
| Situation nette | 326 884,73 | 0 | 0 | 60 465,39 | 266 419,34 |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 26 004,21 | 0 | 0 | -11 940,00 | 14 064,21 |
| Provisions réglementées | | | | | 0 |
| TOTAL | 352 888,94 | 0 | 0 | -72 405,39 | 280 483,55 |

3.2- FONDS DEDIES

| VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE | A l'ouvertu re de l'exercice | Reports | Utilisations | | Transferts | A la clôture de l'exercice | |
|--|---------------------------------------|---------|-------------------|----------------------------|------------|----------------------------|--|
| | | | Montant global | Dont rembourse ments | | Montant global | Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation CD 08 conférence des Financeurs 7 en famille Agglo Ardenne Métropole Projet Santé | 9 000 | | 9 000 | | | 0 | 0 |
| Contributions financières d'autres organismes | | | | | | | |
| Ressources liées à la générosité public | | | | | | | |
| TOTAL | 9 000 | | 9 000 | | | 0 | 0 |

3.4- CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan :

| | |
|--|-----------------|
| - emprunts et dettes auprès des établissements de crédit | € |
| - emprunts et dettes financières divers | € |
| - dettes fournisseurs et comptes rattachés | € |
| - dettes fiscales et sociales | 27 459 € |
| - autres dettes | € |
| Total | 27 459 € |

3.5- PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Les produits constatés d'avance pour un montant de 2 038,02 euros concernent l'Alsh du mercredi (secteur enfance).

IV- COMPLEMENT D'INFORMATIONS SUR LES COMPTES DE BILAN ACTIF ET PASSIF

4.1- ECHEANCES DES CREANCES ET DES DETTES A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

| ETAT DES CREANCES | Montant brut | A un an au plus | A plus d'un an |
|-----------------------------------|-------------------|-------------------|----------------|
| Autre immobilisations financières | | | |
| Actif circulant | 322 253,40 | 322 253,40 | |
| TOTAL GENERAL | 322 253,40 | 322 253,40 | |

| ETAT DES DETTES | Montant brut | A un an au plus | De 1 à 5 ans | A plus de 5 ans |
|--|------------------|------------------|--------------|-----------------|
| Emprunts auprès des établissements de crédit | | | | |
| Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| Fournisseurs et comptes rattachés | 9 181,99 | 9 181,99 | | |
| Personnel et comptes rattachés | 27 459,00 | 27 459,00 | | |
| Organismes sociaux | 16 634,49 | 16 634,49 | | |
| Etat et autres collectivités | 9 124,16 | 9 124,16 | | |
| Autres dettes | 4 763,60 | 4 763,60 | | |
| Produits constatés d'avance | 2 038,02 | 2 038,02 | | |
| TOTAL GENERAL | 69 201,26 | 69 201,26 | | |

4.2- PROVISIONS

| AMORTISSEMENTS | Début d'exercice | Dotations | Reprises | Fin d'exercice |
|---|---------------------|-----------|----------|-------------------|
| Provisions pour litiges | - | - | - | 0 |
| Provisions pour indemnités de départ à la retraite | - | - | - | 0 |
| Provisions pour licenciement | - | - | - | 0 |
| Provisions sur financements incertains | - | - | - | 0 |
| TOTAL GENERAL | - | - | - | 0 |

4.3- ECARTS DE CONVERSION

L'exercice n'enregistre aucun écart de conversion.

V. COMPLEMENT D'INFORMATION SUR LE COMPTE DE RESULTAT

5.1- VENTILATION DES PRESTATIONS

| SECTEURS D'ACTIVITE | Exercice | Exercice précédent |
|---|-------------------|-----------------------|
| Usagers (par secteur) | | |
| ALSH +Périscolaire enfance | 84 788,13 | 71 635,30 |
| Secteur jeunesse | 6376,40 | 10 365,47 |
| Famille + numérique | 6 844,69 | 5 986,50 |
| Usagers Aide CAF/CD 08 | 1 939,50 | 3 048,90 |
| CAF prestations | 188 921,45 | 147 009,75 |
| Autres participations et produits annexes | 12,36 | - |
| TOTAL GENERAL | 288 942,53 | 238 045,92 |

5.2- VENTILATION DES SUBVENTIONS

| SUBVENTIONS | Exercice | Exercice précédent |
|--------------------------------------|-------------------|--------------------|
| <u>Subventions de fonctionnement</u> | 179 558,94 | 204 936,53 |
| <u>Subventions sur projets</u> | 204 585,00 | 159 975,00 |
| TOTAL GENERAL | 384 143,94 | 364 911,53 |

5.3- VALORISATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

Les contributions volontaires ont été valorisées au pied du compte de résultat.

5.4- COTISATIONS

Les cotisations figurant au compte de résultat correspondent à des cotisations sans contrepartie.

5.5- TRANSFERT DE CHARGES D'EXPLOITATION

Les transferts de charges d'exploitation concernent la retenue part mutuelle enfant 251,53 euros.

5.6- PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

| PRODUITS | Exercice | CHARGES | Exercice |
|---------------------------|------------------|--------------------------|------------------|
| Sur opérations de gestion | 3,07 | Sur opération de gestion | 25 879,61 |
| Sur opérations en capital | 11 940,00 | | |
| TOTAL GENERAL | 11 943,07 | | 25 879,61 |